



CONVOCATION

à la séance du Conseil général

de lundi 7 septembre 2009, à 19h30 à l'Hôtel de Ville

SEIZIEME SEANCE

Nominations

09-129

Nomination de quatre membres représentant les groupes politiques au sein du Conseil d'établissement scolaire (un par groupe politique).

09-130

Nomination d'un membre au sein du Conseil intercommunal du Syndicat du Théâtre Régional de Neuchâtel, en remplacement de Mme Céline Béguin (PLR), démissionnaire.

09-131

Nomination d'un membre au sein de la Commission spéciale 3^e étape du plan de stationnement, en remplacement de Mme Céline Béguin (PLR), démissionnaire.

09-132

Nomination d'un membre au sein du Conseil de fondation de la Fondation l'Enfant c'est la Vie, en remplacement de Mme Céline Béguin (PLR), démissionnaire.

09-133

Nomination d'un membre au sein de la Commission des ports et rives, en remplacement de M. François Konrad (popvertssol), démissionnaire.

09-134

Nomination d'un membre au sein de la Commission financière, en remplacement de M. François Konrad (popvertssol), démissionnaire.

09-135

Nomination d'un membre au sein de la Commission spéciale des énergies, en remplacement de M. François Konrad (popvertssol), démissionnaire.

09-136

Nomination d'un membre au sein de la Fondation l'Enfant c'est la Vie, en remplacement de M. François Konrad (popvertssol), démissionnaire.

09-138

Nomination d'un membre au sein de la Commission spéciale "Millénaire 2011", en remplacement de Mme Carole Maeder-Milz (popvertssol), démissionnaire

09-139

Nomination d'un membre au sein de la Commission spéciale 3^e étape du plan de stationnement, en remplacement de Mme Carole Maeder-Milz (popvertssol), démissionnaire

09-140

Nomination d'un membre au sein du Syndicat intercommunal de l'E.S.R.N., en remplacement de Mme Carole Maeder-Milz (popvertssol), démissionnaire

Rapports du Conseil communal

09-018

Rapport du Conseil communal, concernant la constitution d'une servitude à Belmont.

09-009

Rapport d'information du Conseil communal, concernant la prolongation des funiculaires Ecluse-Plan et La Coudre-Chaumont.

09-015

Rapport d'information du Conseil communal, concernant la location du bassin d'Hôpital Neuchâtelois à Landeyeux pour les Ecoles de natation du Service des sports.

Rapport de commission

09-202

Rapport de la Commission financière, concernant le traitement des propositions 07-403 et 07-404, et du postulat 07-505 « pour une meilleure maîtrise des finances communales ».

Autres objets

09-606

Interpellation (dont l'urgence a été acceptée le 29 juin 2009) du groupe UDC par Mme Maria Angela Guyot, au sujet du projet de construction d'une auberge de jeunesse à Neuchâtel (Déposée le 23 juin 2009) :

« En date du 21 avril 2009, le Conseil général acceptait un arrêté relatif au rapport 08-008 visant à une transaction immobilière entre la Ville de Neuchâtel et un particulier, dans le but notamment de construire une auberge de jeunesse, à la rue de l'Ecluse (en face du Funiculaire Ecluse).

Depuis lors, le projet déposé a fait l'objet de plusieurs oppositions du voisinage concernant l'empiètement du projet de construction sur une zone à protéger (nature, paysage et biens culturels), précisément celle attenante aux Collines du Château, aux remparts et autres vestiges historiques fragiles, estimant que cet aspect avait été négligé.

Aujourd'hui ce projet a été remanié et mis pour la deuxième fois à l'enquête publique. Selon les informations mentionnées dans la presse locale du 29 mai 2009, ce nouveau projet devrait satisfaire à présent tous les opposants.

Or, selon nos renseignements, tel n'est manifestement pas le cas.

Bon nombre de points soulevés dans les oppositions n'ont nullement été pris en compte ; les seules modifications ont trait à une demande de dérogation s'agissant de l'empiètement sur la zone de protection du paysage et à l'accès principal à l'auberge de jeunesse.

Les transports publics restent mal desservis et l'accès en véhicules privés, notamment des camionnettes de livraison, est particulièrement difficile, ce qui augmente encore l'engorgement du centre-ville, ceci en totale contradiction avec la politique d'amélioration de la qualité de vie de nos concitoyens.

Plus grave, l'entrée des véhicules de secours (SIS) est qualifiée de malaisée, voire irréalisable, ce au grand dam de la sécurité du quartier.

L'emplacement choisi pour cette construction est ainsi totalement inapproprié - comme nous l'avions déjà relevé lors de nos délibérations en avril 2008 - et la nécessité du vaste parking prévu est contestée à juste titre par le voisinage, les places de parc ne servant qu'à financer indirectement le projet.

Sur le plan financier précisément, il était convenu que la Ville investisse un montant de 700'000 francs, en plus de cautionner les emprunts de la Fondation pour près de 2 millions de francs.

Nous nous interrogeons toujours s'agissant des incertitudes de rentabiliser l'Auberge et le parking à court terme, ainsi que l'absence de plan financier à long terme. Se pose de plus aujourd'hui sérieusement la question des répercussions des modifications proposées dans le projet bis sur le coût de construction total de près de 7,8 millions de francs, répercussions qui ne sont nullement abordées dans les documents de mise à l'enquête et qui n'ont encore moins été soumis à notre Conseil. Le montant final de la construction qui avait d'ailleurs déjà été sous-estimé à l'époque ne pourra à l'évidence pas être tenu au vu des modifications et du temps écoulé ! Comme à l'époque, notre groupe est toujours plus dubitatif sur le financement du projet.

Les lacunes liées aux garanties de sécurité, apparemment inexistantes pour le chantier et les bâtiments et vestiges alentours, les égards pour les exploitations des commerces et des bureaux avoisinants, les risques inhérents à la présence de vestiges historiques fragiles et à des travaux de fouille dans le rocher, les mesures d'évacuation et de drainage des eaux pendant et après les travaux, ainsi que les risques de glissement, d'inondation et d'effondrement, sont autant d'éléments toujours négligés.

Il est à relever, au passage, que durant la période de la première procédure d'opposition, la parcelle s'est transformée à certains moments en une véritable décharge sauvage à ciel ouvert, en plein centre ville, en raison des nombreux déchets qui s'y amoncelaient. Le voisinage s'en est d'ailleurs plaint. On le comprend !

Ces éléments démontrent une fois encore que ce projet démesuré, mal ficelé et très incomplet n'est ni réaliste, ni réalisable. Il apparaît de plus que le projet bis ne tient nullement compte des doléances du voisinage et correspond quasiment au premier projet déposé l'année dernière.

Au vu de ce qui précède, nous demandons au Conseil communal de nous renseigner sur ce qui suit :

- 1) Le Conseil communal est-il conscient que le premier projet et le projet bis comportent de graves lacunes en matière de sécurité ?
- 2) Comment le Conseil communal envisage-t-il de travailler de manière indépendante s'il siège également au sein de la Fondation <Au Suchiez> ? Plus particulièrement, peut-il nous expliquer comment il traite les oppositions qui sont portées contre ce projet déposé par ladite fondation ?
- 3) Le Conseil communal peut-il nous indiquer si le montant de 700'000 francs prévu en 2008 pour ce projet (part de la Ville de Neuchâtel) sera respecté ou s'il doit être augmenté ? Et dans l'affirmative, quand pense-t-il soumettre une demande de crédit supplémentaire au Conseil général ?
- 4) Quelles sont cas échéant les mesures prévues pour la reconstruction des bâtiments et vestiges historiques démolis dans le cadre de ce projet ?
- 5) Quelles sont les mesures prévues pour garantir la sécurité du quartier, la fluidité du trafic et l'accès des automobiles au centre-ville ? ».

07-403

Proposition (dont l'urgence est demandée) des groupes radical et libéral, par Mmes et MM. Blaise Péquignot, Daniel Domjan, Alain Becker, Fabienne Spichiger, Jonas de Pury, Amelie Blohm Gueissaz, Jean Dessoulavy, Jean-Charles Authier, José Caperos, Gérald Comtesse et Philippe Etienne, au sens de l'article 32 du Règlement général, concernant la maîtrise des finances communales (équilibre budgétaire) (Déposée le 3 décembre 2007) (Le renvoi en commission financière a été voté le 4 février 2008).

**Arrêté
concernant la maîtrise
des finances communales de la Ville de Neuchâtel
(Du ...)**

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,

Sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête:

Article premier.- En redéfinissant les missions des services de l'administration communale et en prenant des mesures structurelles, le Conseil communal présente pour les années 2009 à 2011 un budget à tout le moins équilibré.

Art. 2.- Tout budget dérogeant exceptionnellement à l'article premier devra être accepté à la majorité des deux tiers des membres présents du Conseil général.

Art. 3.- Pour l'exercice 2012, le budget devra également être équilibré, à moins que la fortune nette de la Commune n'ait atteint le montant de 40 millions de francs au minimum.

Art. 4.- Toute modification ou abrogation du présent arrêté ne pourra intervenir que moyennant une décision prise à la majorité des deux tiers des membres présents.

Art. 5.- Le présent arrêté prend fin au 30 juin 2012.

Art. 6.- Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté. »

Développement écrit

Certes, le principe de l'équilibre budgétaire est ancré dans la loi sur les communes en son art. 42. Mais l'art. 58 al. 2 de cette même loi tempère quelque peu la règle puisqu'il précise: « En principe, le budget de fonctionnement doit être équilibré », tempérament que le règlement sur les finances et la comptabilité des communes (RFC) reprend en stipulant en son art. 4 que « Le compte de fonctionnement doit être équilibré à moyen terme. » En fait, la seule limite véritablement posée pour l'établissement du budget consiste dans le fait que le déficit ne peut être supérieur à la fortune nette.

Dès lors, l'intention d'exiger un budget équilibré pour les années à venir n'est pas saugrenue en regard des dispositions précitées. Bien au contraire, cette intention traduit la volonté d'une rigueur plus marquée.

En outre, ce serait se donner un instrument de maîtrise des finances communales puisque l'équilibre budgétaire devrait alors être atteint en tenant compte des variations parfois incontournables de charges auxquelles la commune doit faire face sans en avoir le contrôle, l'obligeant ainsi à redéfinir certaines priorités ou certaines tâches en sachant qu'elle ne dispose pas de moyens supplémentaires.

C'est dans ce sens qu'il s'impose également de flanquer cette obligation d'équilibre budgétaire de la contrainte de redéfinir les missions des services de l'administration communale et prendre des mesures structurelles. Ce sont en effet les béquilles nécessaires à assurer cet équilibre.

Il convient encore de préciser que, comme tout mécanisme de restriction de la gestion financière, une majorité qualifiée des deux tiers serait requise soit pour admettre, à titre tout à fait exceptionnel, un budget déficitaire ou pour abroger l'arrêté avant son terme. Dès lors que la mise en place d'un tel instrument résulte d'un consensus qui va au-delà des simples majorités politiques, il est logique que toute dérogation ou abrogation réponde à une même exigence de consensus.

L'urgence demandée a été retirée par ses auteurs le 14 janvier 2008.

Discussion

07-404

Proposition des groupes popvertssol et socialiste par Mmes et MM. Nicolas de Pury, Sandra Barbetti Buchs, Sébastien Bourquin, Bernard Junod, Jocelyn Fragnière, François Konrad, Pascal Helle, Laurence Gauchat, Daniel Hofer, Yves Carraux, Olivier Arni, Cristina Tasco et Anne-Dominique Reinhard, au sens de l'article 32 du Règlement général, visant à la modification du Règlement général de la Commune de Neuchâtel du 17 mai 1972 par l'introduction d'un article 160 (nouveau) Fortune nette et coefficient fiscal (Déposée le 3 décembre 2007) (Le renvoi en commission financière a été voté le 4 février 2008).

« Projet

Arrêté
modifiant le Règlement général
de la Commune de Neuchâtel, du 17 mai 1972,
par l'introduction de l'article 160
(Du ...)

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,
Sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête:

Article premier.- Le chapitre IV, Dispositions financières, du Règlement général de la Commune de Neuchâtel, du 17 mai 1972, est complété comme suit:

Art. 160 (nouveau) – Titre: Fortune nette et coefficient fiscal

- ¹ Le coefficient fiscal ne peut être réduit tant que le montant de la fortune nette de la Ville est inférieur à l'équivalent de la moitié des recettes fiscales annuelles.
- ² La moitié des recettes fiscales annuelles est déterminée sur la moyenne des cinq derniers exercices comptables.

Art. 2. - Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur immédiatement. »

Développement

Il nous paraît important que la fortune nette dépasse un certain seuil afin de pouvoir faire face aux fortes amplitudes des recettes fiscales des personnes morales. Cela nous éviterait de prendre des mesures urgentes, et surtout dommageables, que cela soit sur le plan des missions qui nous sont confiées ou sur des mesures salariales à l'égard du personnel communal.

Le Service des communes nous impose une réserve, surtout si l'on doit présenter un budget déficitaire. Cette règle comptable exige que le montant de la fortune nette doive pouvoir couvrir tout budget déficitaire.

Selon le Service des communes, l'état de la fortune nette devrait représenter au moins l'équivalent d'une année de rentrées fiscales, ce qui représente pour la Ville un montant d'environ 130 millions.

Cette mesure « idéale » est difficile à concrétiser aujourd'hui. Néanmoins, il est tout à fait judicieux d'essayer de se prémunir contre une conjoncture défavorable et de prévoir une fortune nette représentant au moins la moitié des recettes fiscales actuelles, soit environ 65 millions.

Actuellement, les amplitudes des recettes fiscales des personnes morales d'une année à l'autre, peuvent représenter des écarts maximaux de quelque 20 millions.

La réserve que nous prévoyons permettrait d'éviter de naviguer à vue en cas de difficulté budgétaire. Nous avons tous pu constater ces dernières années l'amplitude inquiétante des rentrées fiscales des personnes morales. Cette amplitude est aggravée par des diminutions du coefficient fiscal peu réfléchies.

En appliquant dorénavant cette règle, nous maintiendrons un minimum de fortune nette. Cela représenterait, selon les rentrées fiscales actuelles, une réserve de trois ans en cas de conjoncture fortement défavorable.

C'est bien dans cet état d'esprit que nous voyons la chose, et non celui de permettre d'établir un futur budget fortement déficitaire qui serait lié à l'augmentation de notre fortune nette.

Discussion

07-505

Postulat du groupe UDC, par Mmes et MM. Frédéric Guyot, Steven Bill, Maria Angela Guyot, Anne-Frédérique Grandchamp et Marc-André Bugnon demandant l'étude de l'introduction d'un arrêté sur le frein à l'endettement et au respect de normes budgétaires pour l'établissement des budgets communaux, de la Commune de Neuchâtel (Déposé le 3 décembre 2007) **(Le renvoi en commission financière a été voté le 4 février 2008).**

« Lors de la discussion du budget 2008, le groupe UDC a évoqué le besoin pour la Ville de Neuchâtel de se doter d'un instrument permettant de respecter certaines lignes budgétaires, afin de mieux tenir compte de la fluctuation des recettes, garantissant une meilleure gestion budgétaire du ménage communal.

A l'instar de ce qui a prévalu sur le plan cantonal depuis 2005, le groupe UDC demande au Conseil communal d'étudier toutes les voies et moyens de parvenir à se doter d'un outil législatif, contraignant pour parvenir à présenter des budgets qui garantissent des niveaux acceptables de dépenses, respectivement des déficits prévisibles et maîtrisés. »

Développement

Le groupe UDC renonce, pour le moment, à présenter un projet de proposition plus ou moins aboutie, à mesure, que, pour elle, les personnes les plus au fait des pondérations à prendre en compte pour l'élaboration de ce projet, restent le Conseil communal.

Le frein à l'endettement est le seul outil contraignant pouvant permettre de tendre vers l'équilibre des dépenses et une saine gestion des deniers publics.

Dans un contexte d'économies à trouver, en ville de Neuchâtel, le groupe UDC demande au Conseil communal de mettre en œuvre cette option législative et le prie de nous présenter un rapport dans les délais légaux en la matière.

Discussion

08-613

Interpellation des groupes ULR, UDC et Popvertssol, par MM. Blaise Péquignot, Steven Bill et Nicolas de Pury, concernant "l'avenue des Alpes et la sécurité des piétons en particulier" (Déposée le 15 septembre 2008):

« Le 26 juin 2008, un enfant de deux ans a été hélicoptéré à l'Hôpital de l'Isle à Berne après avoir été, sur l'avenue des Alpes, renversé par une voiture.

A-t-on aujourd'hui le droit de se contenter de considérer ce grave accident de la route comme étant le simple fait de la totalité ? Non, car ce drame ne fait que s'ajouter à la liste des accidents qui, ces dernières années, sont survenus sur cet axe majeur du réseau routier de la ville de Neuchâtel ; axe, qui au demeurant, a déjà fait plusieurs victimes dont au moins deux enfants dont un est malheureusement décédé.

Dès lors que les autorités de la Ville de Neuchâtel ont décidé d'entreprendre des démarches en vue de sécuriser et modérer le trafic dans les quartiers, là où le taux d'accidents est le plus bas, les interpellateurs demandent au Conseil communal s'il entend :

1. Faire établir, par une instance compétente et indépendante, par ex. le Bureau suisse de prévention des accidents (BPA), **un audit de sécurité routière** de l'avenue des Alpes, cela à l'appui, d'une part de la présente interpellation et des pièces qui lui sont rattachées, d'autre part d'une illustration appropriée de la statistique des accidents survenus sur cet axe entre 1993 (année de l'ouverture de la N5 sous Neuchâtel et du changement de fonction de l'avenue des Alpes qui est devenue l'artère de liaison entre la jonction de Vauseyon et les hauts de la Ville) et août 2008.
2. Joindre l'intégralité de l'audit précité à la réponse écrite que le Conseil communal entend donner à la présente interpellation, réponse qui précisera en termes parfaitement clairs (où, quoi, quand) les mesures qui seront prises pour pallier, non seulement aux déficits de sécurité routière, mais aussi aux non conformités qui caractérisent l'aménagement actuel de l'avenue des Alpes.

Par la même occasion, le Conseil communal est prié d'indiquer :

- a. Les raisons pour lesquelles des mesures plus conséquentes de sécurisation et de modération de la vitesse du trafic ont, il y a quelques années, été réalisées en particulier dans la partie inférieure de l'avenue des Alpes, entre le carrefour Alpes/Parcs et Alpes/Brévards, alors que d'autres parties de l'avenue présentent depuis longtemps des déficits de sécurité manifestes.
- b. Les critères qui ont prévalu dans le choix de sécuriser, par des mesures d'aménagement, certains accès piétons privés débouchant directement sur l'avenue des Alpes, par ex. av. des Alpes 3/5, 11, 15, 95, alors que ce même axe dénombre pas loin de 15 autres accès non moins dangereux et parmi lesquels il y a au moins 2 accès qui sont en lien direct avec de graves accidents de la route (av. des Alpes 59 et 67).
- c. Les raisons pour lesquelles la quasi-totalité des passages pour piétons disposés sur les carrefours et l'axe de l'avenue des Alpes ne sont pas dotés d'un éclairage spécifique malgré l'existence de directives et normes reconnues d'équipement et ayant force obligatoire.
- d. Les raisons pour lesquelles une multitude de trottoirs ne sont pas abaissés au droit de passage pour piétons, alors qu'un article constitutionnel, une loi et une ordonnance d'application (LHand), des directives et normes ayant également force obligatoire imposent clairement les dispositions à respecter, un assainissement boiteux comme celui récemment mis en œuvre du côté de l'Orangerie/Fbg de l'Hôpital ne pouvant pas servir de bon exemple.
- e. La logique voulant que certains passages pour piétons soient dotés d'une signalisation (panneaux bleus), alors que d'autres ne le sont pas du tout.
- f. Les raisons pour lesquelles le marquage des passages pour piétons se trouve presque systématiquement dans un état tellement dégradé que l'on arrive à présupposer que la Ville de Neuchâtel n'est même plus en mesure d'assurer ses obligations d'entretien et, a contrario, que le rafraîchissement du marquage des places de parc en zone bleue prime sur celui des passages pour piétons.
- g. Les possibilités d'assainissement afin de respecter les exigences de l'OPB.
- h. Les possibilités de modérer, dans les normes légales, la vitesse des usagers de la route.

i. Les possibilités d'intégrer les piétons dans un véritable concept de cheminement piétonnier.

Développement écrit

Bien que ces dernières années des mesures aient été prises ici et là au gré de priorités et critères méconnus du grand public, il n'en demeure pas moins que les démarches entreprises sont non seulement insuffisantes, mais également empreintes de (trop) nombreuses entorses aux règles de l'art, ce qui n'est pas tolérable. Cela est d'autant plus grave que là où des accidents graves sont survenus (par ex. accès piétons de l'av. des Alpes 59 – un enfant décédé, accès piétons de l'av. des Alpes 67 – un enfant grièvement blessé), l'exécutif communal n'a, envers le législatif et la population, manifesté ou communiqué aucune intention par rapport à une stratégie d'assainissement d'une situation qu'elle sait pourtant être dangereuse.

En effet, dans un courrier du 21 décembre 2007 que M. Antoine Grandjean, ancien directeur de la police, a adressé à des riverains demandant des améliorations des conditions de sécurité routière sur la partie médiane de l'avenue des Alpes, il est notamment précisé que « *dans la mesure de ses capacités, le Corps de Police tentera d'augmenter le nombre de contrôles sur cet axe durant l'année 2008,, principalement aux heures de passage des enfants sur cette avenue. Cette avenue est effectivement fortement utilisée comme axe, de desserte de tous les quartiers nord de la ville de Neuchâtel* ».

Par cette déclaration, l'exécutif communal confirme que l'avenue des Alpes est un axe dangereux puisqu'il entend multiplier les contrôles de police. Il ne se donne cependant même pas la peine d'analyser globalement les conditions de sécurité routière prévalant sur cet axe fortement fréquenté et encore moins de trouver des solutions allant au-delà de contrôles de police.

Les annexes 1 et 2 à la présente interpellation recensent un ensemble non exhaustif de déficits de sécurité routière, ainsi qu'une multitude de non-conformités par rapport aux standards d'aménagement d'un axe routier de pareille importance. Du point de vue des usagers de la route les plus vulnérables, en l'occurrence les piétons avec, en particulier, les enfants, les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite, l'examen de ces deux annexes a de quoi véritablement inquiéter, pas juste quelques riverains, mais l'ensemble des quelque 680 habitants résidant dans le périmètre situé en amont de l'avenue des Alpes. Tous les services, écoles et transports publics y compris, se situent en aval de l'avenue des Alpes, ce qui en fait un axe qu'il faut systématiquement traverser, à moins de renoncer à la marche à pied au profit du recours à la voiture. A cela s'ajoute le fait que l'avenue des Alpes est, depuis l'ouverture en 1993 de la N5 sous Neuchâtel et les développements urbains intervenus dans les hauts de la ville, devenue un axe routier de première importance qui, de fait, remplit aujourd'hui les fonctions d'une route principale, même si l'avenue des Alpes comporte le statut d'une route communale.

En effet, il ressort de nos recherches que le trafic empruntant l'avenue des Alpes était, en moyenne des jours ouvrables de l'an 2001, de l'ordre de 7'400 à 7'900 véhicules. A titre comparatif, un tel trafic est bien supérieur à celui qui circule sur des axes tels que les rues :

- des Parcs (6'300 véhicules/jour ouvrable) ;
- des Sablons (4'900 véhicules/jour ouvrable) ;
- des Saars (4'200 véhicules/jour ouvrable) ;
- de l'Evole (3'700 véhicules/jour ouvrable).

A cela s'ajoute le fait qu'une part toujours plus importante de camions circule sur l'avenue des Alpes, notamment le matin entre 06h30 et 08h00 en raison d'un fort trafic de livraison avec en particulier la valse quotidienne des camions se rendant aux carrières de la Cernia. De telles charges de trafic ne sont clairement plus celles qu'une rue de quartier est à même de supporter, tout comme elles indiquent que les exigences fixées dans l'Ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB) ne sont de loin pas respectées.

Au-delà de ces aspects, il apparaît que l'avenue des Alpes sert également d'itinéraire de déviation du trafic H20 de et vers La Chaux-de-Fonds à chaque fois que l'autoroute H20 doit, au niveau des Gorges du Seyon, être fermée pour diverses raisons. Aussi, il est absolument anormal que le trafic H20 devant être dévié soit reporté en pleine ville, étant notamment entendu que l'entier de l'avenue des Alpes traverse un quartier d'habitation. Cet axe routier étant propriété communale, il appartient dès lors à la Ville de Neuchâtel de tout mettre en œuvre pour imposer au Canton (bientôt à la Confédération si la H20 devait devenir route nationale) une limitation du nombre et de la durée des déviations. Dans ce contexte, on peut légitimement se poser la question de savoir pourquoi l'exécutif communal n'a rien entrepris pour que le Canton dévie le trafic circulant sur son réseau routier cantonal sur d'autres routes de son propre réseau. De même, l'exécutif communal ne saurait prétexter que, vu sa fonction routière, l'avenue des Alpes ne peut pas, compte tenu des espaces à disposition, faire l'objet de mesures d'assainissement destinées à garantir durablement la sécurité de toutes les catégories d'usagers de la route.

Aussi, dans la perspective notamment des développements en cours/attendus dans les hauts de la ville, par ex. poursuite de l'urbanisation du quartier de Pierre-à-Bot, réhabilitation du site de l'ancien hôpital des Cadolles, il y a lieu de présumer que le trafic motorisé empruntant l'avenue des Alpes va encore augmenter et que les conditions actuelles de sécurité routière de cet axe vont continuer à se dégrader si rien ne devait être entrepris.

S'agissant des multiples non conformités relevées ainsi que des nombreux déficits de sécurité routière constatés (voir les annexes 1 et 2 à la présente interpellation), il est essentiel de rappeler que le propriétaire/exploitant d'une route comme l'avenue des Alpes est tenu au respect et à l'application des dispositions de conception et de réalisation contenues, non seulement dans la loi, mais aussi dans les directives et normes. A ce titre, et vu notamment le triste état des passages pour piétons situés à l'avenue des Alpes (et ailleurs en ville aussi), les interpellateurs tiennent à rappeler à l'exécutif communal que la norme SN 640'241 « Circulation piétonne – Passages pour piétons » a valeur d'instruction du DETEC et qu'elle a par conséquent force de loi, également en ville de Neuchâtel ! Cette norme précise, entre autres, que *« les passages pour piétons ne sont pas à considérer comme un simple marquage au sol, mais doivent être appréhendés comme des ouvrages à planifier, à projeter et à réaliser en tenant compte des influences liées à l'exploitation, à l'équipement lui-*

même et à son entourage ». Il en va d'ailleurs de même pour ce qui est de l'éclairage des passages pour piétons. Là, les interpellateurs rappellent que tout un ensemble de nouvelles normes sont entrées en vigueur en 2004 (norme SN-TR 13201).

« Rapport technique Eclairage public – Partie 1 » ; normes associées SN-EN 13201-2 à -4 « Eclairage public – Parties 2 à 4 » ; directive SLG 202 « Eclairage public : Eclairage des routes – Compléments aux normes SN-TR 13201-1 et SN-EN 13201-2 à -4 »). Ces normes ont également force contraignante que le tribunal fédéral a, au demeurant, confirmée.

En conclusion, si le Conseil communal peut postuler, par ex. la nécessité de réaliser, en 2015-18 une imposante passerelle pour piétons et cyclistes enjambant la cuvette de Vauseyon, entre les rues des Poudrières et des Parcs, cela pour un montant présumé de un million de francs (voir projet d'agglomération RUN – Volet mobilité douce ; fiche 23-3 du rapport technique du 16 juin 2008), il ferait bien de réviser ses priorités en tenant notamment compte du fait qu'il a des obligations légales et bien plus basiques qui, dans l'intérêt général, priment clairement sur les grandes ambitions qui font toute la beauté des programmes politiques... »

09-302

Motion du groupe socialiste par Mmes et MM. Martine Docourt, Matthieu Béguelin, Philippe Loup, Daniel Hofer, Thomas Facchinetti, Jonathan Gretilat, Hélène Perrin, Raymond Maridor et Claude Béguin, intitulée « Renforcer le tri et la collecte des déchets recyclables » (Déposée le 26 février 2009) :

"Le groupe socialiste demande au Conseil communal d'étudier la faisabilité et le coût de mesures complémentaires d'organisation pour optimiser le tri et la collecte des déchets recyclables courants".

Développement écrit

La mise en vigueur des taxes poubelle est prévue, au niveau cantonal, dès l'année prochaine. Afin d'accompagner sa mise en place, le groupe socialiste demande au Conseil communal d'étudier les potentiels d'amélioration de la collecte des déchets recyclables. Ceci aurait comme but de diminuer, dans la mesure du possible, les flux de voitures dans la direction de Plaines-Roches et de faciliter le recyclage des déchets pour les personnes n'ayant pas de moyen de locomotion, les personnes âgées ou à mobilité réduite.

Un deuxième point également important à examiner lors de cette étude, serait la mise sur pied par la Ville d'une campagne de sensibilisation sur le coût financier et énergétique lié au recyclage de ces déchets, afin que le consommateur puisse faire des choix environnementaux en toute connaissance de cause.

Discussion

09-505

Postulat de Mme Dorothee Ecklin, popvertssol, pour la participation des Parlements au Réseau des Trois villes (Déposé le 3 mars 2009) :

« Nous demandons au Comité de l'Association du Réseau des Trois villes d'élaborer une proposition sur les modalités d'associer les Parlements de Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds et Le Locle à ses travaux.

Il conviendrait de mandater conjointement les bureaux des trois parlements pour élaborer très prochainement un projet de convention qui règle la participation parlementaire aux travaux de l'Association Réseau des Trois villes et des divers organes intercommunaux ».

Développement écrit

La collaboration intercommunale, sous des formes plus ou moins institutionnalisée et plus ou moins contraignante, est une nécessité dans le contexte économique et sociétal actuel. Cette évolution est inéluctable et il vaut mieux s'y préparer et chercher à fonctionner avec plutôt que de s'y opposer. La collaboration intercommunale, ou intercommunalité comme elle se nomme dans d'autres pays, est aussi un moyen pour les communes de sauvegarder un minimum d'autonomie et des compétences propres. Car la collaboration intercommunale reste du droit communal et donc reste aux mains des communes. Elle permet dans ce sens d'éviter des fusions plus ou moins consenties (ou imposées) et surtout elle permet de parer à une centralisation rampante des tâches au niveau du canton. Dans ce sens, on peut soutenir les démarches qui vont dans ce sens.

Néanmoins, le reproche de déficit démocratique des institutions intercommunales – et plus spécifiquement le problème de la participation des parlements aux travaux de ces institutions – est une réalité dont il faut tenir compte.

Cette problématique a deux aspects:

- 1) La participation d'un parlement aux activités « extérieures » du gouvernement relèvent strictement de leurs relations internes (information, modalités d'association aux travaux, etc).
- 2) Les parlements concernés doivent se doter des moyens de se concerter et d'imposer leur point de vue commun au besoin.

La question se pose en termes parfaitement identiques à l'échelon intercantonal. Les parlements des cantons romands ont réagi et sont en passe d'adopter la Convention relative à la participation des Parlements cantonaux dans le cadre de l'adoption et de l'exécution des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger.

Il nous semblerait indispensable de réfléchir à une démarche similaire entre les Parlements des trois villes que nous représentons ce soir.

Discussion

09-402

Proposition du groupe popvertssol, par Mme Catherine Loetscher Schneider, concernant le ramassage des déchets verts (Déposée le 6 avril 2009) :

« Projet

**Arrêté
concernant le ramassage des déchets verts
(Du ...)**

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,

Sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête:

Article premier.- L'arrêté du Conseil général du 5 novembre 1979, concernant le ramassage des ordures ménagères et la récupération des déchets est complété par un article 2bis ayant la teneur suivante :

Art. 2bis (nouveau).- *Pour le ramassage du compost, tout récipient adéquat (sac compostable, seau, conteneur de 60 litres, etc.) peut être utilisé par les citoyens en vue du ramassage par tournées.*

Art. 2.- Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Développement

09-605

Interpellation du groupe socialiste par M. Matthieu Béguelin, intitulée « Pour le maintien des offices postaux au sein de la COMUL et du Canton » (Déposée le 27 mai 2009) :

« Alors que le réseau postal a déjà connu une restructuration récente, le syndicat de la Communication a fait état de risques planant sur un certain nombre de bureaux et d'offices postaux de notre ville et du Littoral. Depuis, La Poste a publié une liste d'offices menacés à brève échéance, dont l'un se situe sur le Littoral, à Cormondrèche, et neuf autres sur le territoire cantonal.

La population, lors de la votation du 26 septembre 2004, a clairement manifesté son attachement à un service postal de proximité, avec, pour notre ville, un taux d'acceptation de l'initiative « Services postaux pour tous » de 66%.

Qui plus est, une ou plusieurs fermeture (s) d'office (s) augmenteraient inutilement le trafic routier, avec les nuisances que l'on sait.

Convaincus que le service public est une des pierres d'angle de notre démocratie et que les services de La Poste, et leur accès de proximité, sont une composante importante du ciment social, nous demandons au Conseil communal de tout faire pour porter cette question au sein des instances de la COMUL, et, plus largement encore, de l'ACN, afin d'œuvrer solidairement au maintien des offices existant sur le territoire de la COMUL et du Canton ».

09-304

Motion du groupe popvertssol par Mmes et MM. Pascal Helle, Carole Maeder-Milz, François Konrad, Monique Ditisheim Hoffman, Béatrice Nys, Christian Van Gessel, Dorothee Ecklin, Catherine Loetscher Schneider et Nicolas de Pury, intitulée « Gratuité des musées communaux pour les jeunes jusqu'à 25 ans » (Déposée le 8 juin 2009) :

« Les signataires demandent au Conseil communal d'étendre la gratuité des entrées pour les visiteurs jusqu'à l'âge de 25 ans dans les musées relevant de sa compétence ».

Développement écrit :

Actuellement l'entrée dans les musées communaux est gratuite jusqu'à 16 ans.

Le billet coûte 4 francs aux étudiants, AVS, chômeurs et militaires, et le mercredi l'entrée est libre pour tout le monde. C'est dire que notre proposition ne va pas bouleverser les finances de nos musées.

Alors qu'il devient inhabituel de payer pour écouter de la musique ou regarder un film, il semble que le prix même modeste d'un billet d'entrée, contribue à éloigner les jeunes des musées.

La précarité de l'emploi, avec pour certains des périodes récurrentes de chômage, génère des périodes de vacuités, sources d'inquiétudes et de ruminations. Ces périodes pourraient être mises à profit pour découvrir d'autres biens que ceux de la consommation.

Notre proposition est une réponse modeste à cette situation. Elle vise également à inciter une partie de notre population à fréquenter les musées, tout en permettant à ces derniers de ne pas perdre le contact avec ceux qui sont appelés à devenir leurs futurs visiteurs.

Le groupe PopVertsSol déposera la même motion au Grand Conseil afin d'inciter les musées cantonaux à faire de même.

Discussion

09-607

Interpellation du groupe socialiste par MM. et Mmes Matthieu Béguelin, Jonathan Gretillat, Martine Docourt, Thomas Facchinetti, Laura Zwygart De Falco, Philippe Loup, Sabrina Rinaldo Adam, Daniel Hofer, Hélène Perrin, Raymond Maridor et Claude Béguin, intitulée « Il n'y a pas de fumée sans bruit » (Déposée le 25 juin 2009) :

« Suite à l'entrée en vigueur, le 1^{er} avril, de l'interdiction de fumer dans les établissements publics, certains bars, restaurants ou discothèques de notre ville ont vu leur chiffre d'affaire cruellement baisser.

Les médias ont également fait écho de nuisances sonores nocturnes engendrées par l'attroupement de fumeurs devant les lieux d'où la fumée est désormais bannie.

Une solution cherchée par nombre de restaurateurs est l'installation de petites terrasses, leur permettant d'accueillir leur clientèle adepte de l'herbe à Nicot à la belle saison.

Nous souhaitons savoir quelles sont les dispositions prises par le Conseil communal pour faciliter le passage de ce cap aux restaurateurs, notamment en ce qui concerne l'autorisation d'installer une terrasse.

Nous souhaitons également que le Conseil communal nous informe des mesures prises par rapport au bruit découlant du regroupement des fumeurs sur la voie publique.

Nous souhaitons enfin connaître le nombre et le coût des interventions de police relatives aux nuisances sonores liées à l'interdiction de fumer ».

09-608

Interpellation du groupe PopVertsSol par Mmes, MM. Christian van Gessel, Catherine Loetscher Schneider, Pascal Helle, Sandra Barbetti Buchs, Nicolas de Pury et Monique Ditisheim Hoffmann, intitulée « Stade de Pierre-à-Bot : priorité à la formation » (Déposée le 26 juin 2009) :

« Le groupe PopVertsSol demande que l'on optimise l'utilisation du stade de Pierre-à-Bot.

En effet, celui-ci est utilisé de façon intensive, mais pas optimale. En outre, on ne marque pas clairement les priorités, ce qui est à nos yeux une erreur grave.

Ainsi, il semble évident que le seul club formateur qui a son siège à Pierre-à-Bot doit être prioritaire.

On ne remet pas en cause l'attribution du nouveau terrain synthétique à certaines équipes de juniors du Xamax. Pour ce club, de l'avis de son responsable de la formation, l'offre de terrains dans notre ville pour la formation dans ce club est suffisante.

Mais le FC Serrières notamment, qui a un mouvement de 180 juniors, doit être absolument servi en priorité vis-à-vis des clubs non formateurs, qui n'ont que des équipes senior et vétérans. Cela d'autant plus que la politique de formation du FC Serrières est soutenue par la Ville, qui doit donc fixer les priorités en fonction de ce choix.

On sait qu'il y a beaucoup d'installations sportives dans les communes environnantes qui sont sous-utilisées. Pourquoi ne pas planifier au niveau de la COMUL l'usage des installations sportives, et permettre aux jeunes, tributaires des transports publics, qui n'ont donc pas une facilité de déplacement, d'utiliser les installations de Pierre-à-Bot ?

Cela d'autant plus que dès qu'il pleut ne serait-ce que quelques gouttes, l'ancien terrain en herbe est interdit d'utilisation, afin de le préserver. Il est donc essentiel qu'un club formateur comme le FC Serrières puisse avoir aussi la priorité sur les solutions alternatives (anciens et nouveau terrains synthétiques) en cas d'intempéries.

On sait que les anciens terrains synthétiques sont par ailleurs régulièrement occupés par un club de rink hockey, issu d'une fusion entre celui de Neuchâtel et celui d'Erlach. Celui-ci a besoin d'une telle surface à cause d'une promotion récente en ligue A. Or de l'avis de l'un de ses entraîneurs, ce club souhaiterait avoir un peu plus de disponibilités. Ce serait l'occasion de réfléchir à une réfection rapide du terrain des Charmettes pour l'attribuer à ce sport. Cela d'autant plus que ses pratiquants utilisent une petite balle dure comme de la pierre, ce qui rend extrêmement risquée la cohabitation avec de jeunes footballeurs, comme c'est souvent le cas à Pierre-à-Bot. C'est donc un miracle s'il n'y a pas eu d'accident jusqu'à maintenant.

Ces anciens terrains synthétiques présentent d'ailleurs un autre problème, c'est que le revêtement lui-même est dangereux pour la pratique du football dès 14 ans en raison de sa dureté, ce qui fait qu'on ne peut pas exploiter cette surface de façon aussi intensive que possible. La Ville ne pourrait-elle pas envisager de la rénover pour la couvrir avec une autre identique à celle du nouveau terrain ? Encore une fois, l'indisponibilité du terrain en herbe dès qu'il pleut rend indispensable la présence de solutions alternatives, mais de véritables alternatives utilisables par tous.

Quant aux vestiaires, là aussi leur organisation laissait fortement à désirer.

Il n'était en effet pas rare de voir des vestiaires rester fermés à clé pendant qu'on réunissait dans une même pièce des enfants avec leurs mamans et des jeunes de 16 ans... Heureusement, à force de réclamer, il semblerait que la situation se soit maintenant améliorée, on espère seulement que ce n'est pas provisoire.

Cela dit, il n'y a pas de vestiaire pour les entraîneurs. Cela est problématique, car il est évident que des adultes ne peuvent se changer en même temps que des enfants. Ceux des arbitres leur est refusé, alors qu'il n'est utilisé que le week-end. Pourquoi ne pas le laisser à disposition des entraîneurs la semaine ?

Décidément, il est temps de reconnaître le FC Serrières pour tout le travail remarquable qu'il effectue avec et pour nos enfants, cela par un soutien concret dans l'utilisation du stade de Pierre-à-Bot.

Le groupe PopVertsSol se soucie de l'utilisation de toutes les installations sportives de la Ville, mais aimerait voir dans un premier temps comment le Conseil communal réagit pour ce premier exemple.

Les signataires souhaitent donc que ce dernier réponde aux questions abordées ci-dessus, ainsi que les suivantes :

- quels sont les critères d'attribution des terrains du stade de Pierre-à-Bot (s'il y en a) ?
- quels sont les critères d'attribution et d'ouverture des vestiaires (joueurs et arbitres) du stade de Pierre-à-Bot ?
- comment l'occupation des installations sportives est-elle organisée au niveau de la COMUL ?
- quel est l'ordre de priorité fixé pour départager les utilisateurs du stade de Pierre-à-Bot ?
- la Ville envisage-t-elle de rénover l'ancien terrain synthétique de Pierre-à-Bot en une surface moderne ? Si oui dans quel délai ? ».

Le présent texte vaut développement écrit.

09-305

Motion du Groupe socialiste par Mmes, MM. Matthieu Béguelin, Thomas Facchinetti, Jonathan Gretilat, Martine Docourt, Laura Zwygart De Falco, Philippe Loup, Sabrina Rinaldo Adam, Daniel Hofer, Hélène Perrin, Raymond Maridor et Claude Béguin, intitulée « Pour un Conseil régional de la COMUL » (Déposée le 25 juin 2009) :

"Dans la perspective du développement de notre politique d'agglomération et dans le souci de voir les Conseils généraux des Communes membres de la COMUL se réunir pour débattre des enjeux de fond, des projets novateurs et du développement et du financement d'infrastructures communes, nous demandons au Conseil communal d'étudier les voies et moyens pour mettre en place un Conseil régional de la COMUL".

Développement écrit

Ce Conseil régional serait la réunion de délégations des Conseil généraux des Communes membres de la COMUL et aurait une compétence consultative, chaque parlement communal restant souverain selon le contrat d'agglomération.

Il pourrait également servir de projet pilote pour un futur Conseil général résultant d'une fusion de l'ensemble ou d'une partie des Communes membres".

Discussion

Neuchâtel, le 19 août 2009

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :

La présidente,

Françoise Jeanneret

Le chancelier,

Rémy Voirol